

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 DÉCEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/592

**PARC D'ACTIVITES MARINES
DE SAINT-MANDRIER-SUR-
MER - MODIFICATION N°2
APPORTEE AU REGLEMENT
D'UTILISATION DE LA
PLATEFORME MULTI-
SERVICES DU PARC**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/592

BUREAU DU 18 DÉCEMBRE 2023

**O B J E T : PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT-MANDRIER-
SUR-MER - MODIFICATION N°2 APPORTEE AU
REGLEMENT D'UTILISATION DE LA PLATEFORME
MULTI-SERVICES DU PARC**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les statuts de la Métropole,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/384 du Conseil Métropolitain du 13 novembre 2019 portant adoption du règlement d'utilisation et fixant des tarifs de la plateforme multi-services du Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier,

VU la décision n°21/570 du Bureau Métropolitain du 8 novembre 2021 portant modification n°1 apportée au règlement d'utilisation de la plateforme multi-services du Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 7 décembre 2023,

VU la nouvelle version du règlement d'utilisation de la plateforme multi-services du Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, ci-annexée,

CONSIDERANT que le tarif de 15 € HT applicable à la location des zones de la plateforme, adopté en 2019, concernait la mise à disposition journalière d'une emprise de 250 m² équipée d'un automate de distribution des énergies et des fluides,

CONSIDERANT que la livraison de cette infrastructure, compte-tenu de la crise sanitaire et de ses conséquences sur la réalisation des travaux, n'a pu se faire qu'en 2023 et uniquement en partie, les automates de distribution des énergies et des fluides ainsi que l'application de réservation en ligne dédiée à cet outil n'étant pas opérationnels au 1^{er} mai 2023,

CONSIDERANT que le défaut de mise à disposition de ces équipements, initialement prévue dans le service facturé, amène à revoir le tarif sur la période concernée, à savoir du 1^{er} mai 2023 au 31 décembre 2023, pour le porter de 15 € HT à 10 € HT sachant que la tarification s'effectue en fin d'année,

CONSIDERANT par ailleurs, que la mise à disposition de la plateforme aux entreprises locataires du PAM relève d'une volonté de la Métropole de compléter l'offre de services sur le site, et à ce titre, s'agissant d'une prestation de services complémentaire dont l'évolution du coût peut être arrêtée de manière non systématique, il est décidé de supprimer la clause d'indexation annuelle du tarif de location à l'indice TP07b publié par l'INSEE ; le tarif forfaitaire de location d'une zone de travail reste fixé à 15 € HT par jour à compter du 1^{er} janvier 2024,

CONSIDERANT pour ce faire qu'il convient de modifier l'article 4 du règlement d'utilisation de la plateforme en conséquence,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

D'ADOPTER la nouvelle version du règlement d'utilisation de la plateforme multi-services du Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, ci-annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 décembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

REGLEMENT D'UTILISATION DE LA PLATEFORME MULTI-SERVICES DU PARC D'ACTIVITES DE SAINT-MANDRIER

ARTICLE 1 – OBJECTIFS

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la plateforme multi-services du PAM de Saint-Mandrier, sous responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, est mise à disposition des entreprises du Parc, de manière prioritaire pour celles qui ne bénéficient pas de terre-plein associé à leurs locaux. Sont désignés dans le présent règlement par :

- « usagers » : toute personne physique ou morale, titulaire d'un titre d'occupation en vigueur sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, faisant usage des installations présentes sur ledit parc,
- « gestionnaire du PAM » : agent de TPM,
- « AGEPAM » : association des entreprises du PAM

L'utilisation de la plate-forme entraîne l'adhésion pure et simple au présent règlement, aux tarifs en vigueur et aux consignes d'exploitation établies par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PLATEFORME

La plateforme est une zone de travail extérieure répondant prioritairement et ponctuellement aux besoins des entreprises du parc ne bénéficiant pas de terre-pleins privatifs, dans le cadre de leur activité professionnelle telle que déclarée dans leur titre d'occupation.

Cette plateforme ne peut pas être utilisée comme une zone de carénage car elle n'en a pas la vocation et ne dispose donc pas d'équipements de récupération et de traitement des effluents inhérents à cette activité, conformément aux réglementations en vigueur.

De plus, toute activité dite de « port à sec » y est totalement interdite.

La plateforme est équipée de :

- 6 bornes de distribution des énergies et fluides,
- un éclairage par lampadaires périphériques permettant le travail de nuit,
- un séparateur d'hydrocarbures.

Elle dispose d'une performance de sol de 80 MPa/m².

Elle est divisée en douze zones de travail distinctes de 250 m² chacune.

Chaque zone de travail est :

- matérialisée par un marquage au sol,

- accessible, directement ou indirectement, par la voirie principale au Nord de la plateforme et la voirie périphérique à l'Ouest,
- équipée d'ancrage au sol.

Le nombre et le positionnement des bornes de distribution des énergies (eau et électricité) permettent l'utilisation simultanée de toutes les zones de travail.

Sont donc automatiquement affectés par zone réservée :

- 1 prise électrique monophasée en 220v
- 1 prise électrique triphasée en 380v
- 1 robinet d'alimentation en EP

ARTICLE 3 – MODALITES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME

L'utilisation de la plateforme et la consommation des énergies feront l'objet d'une facturation par les services de MTPM en charge de la gestion locative du Parc, conformément à l'article 4 du présent règlement.

L'accès à la plateforme est strictement réservé aux occupants du Parc bénéficiant d'un titre d'occupation, et le public y est interdit.

3.1 Procédure de réservation et durée

Les réservations des zones et des équipements souhaités se font exclusivement à partir d'une application accessible uniquement aux usagers et à MTPM. Les droits d'accès à cette application sont communiqués à chaque usager individuellement.

Devront être impérativement renseignés pour chaque réservation :

- le nom de l'utilisateur (dans le cas d'un travail mutualisé entre plusieurs entreprises, l'entreprise responsable de la réservation qui sera facturée),
- la plage de réservation (1 journée au minimum, sur la base de 365j)
- le nombre de zones réservées (2 maximum par réservation)
- les moyens nécessaires (accès aux énergies)
- la nature des travaux
- les contraintes particulières liées aux travaux (accessibilité à la zone de travail, nuisances occasionnées, ...) pour permettre à l'administrateur d'orienter ou pas un choix de zone.

MPTM valide les réservations dans un délai de 2 jours ouvrés. L'utilisateur est informé via l'application.

Pour permettre au plus grand nombre de bénéficier de la plateforme, il est convenu de fixer à 30 jours consécutifs, la durée maximale de réservation de chaque zone. La prorogation de cette durée d'occupation pourra être étudiée suivant le besoin et les disponibilités.

Toute demande de modification ou d'annulation totale ou partielle de la plage de réservation devra être signalée immédiatement via l'application.

Aucune demande de modification ou d'annulation ne sera acceptée **moins d'un jour** avant le début de la plage de réservation. Ainsi toute journée réservée et commencée sera due.

Les modifications de réservation donneront lieu à une nouvelle validation.

Ce planning unique servant de base à la facturation des prestations, le gestionnaire du site vérifie son exactitude en se rendant régulièrement sur la plateforme.

Toute utilisation par un usager, non mentionnée dans le planning, fera l'objet d'une régularisation et d'une facturation correspondante.

Toute utilisation par un tiers non autorisé, ou toute utilisation différente de celle déclarée au moment de la réservation feront l'objet de poursuite conformément à l'article 6.1 du présent règlement.

La responsabilité de MTPM ne peut pas être recherchée en cas de modifications irrégulières des plages de réservation (par irrégulière, il est entendu non validée via l'application).

MTPM ne pourra être tenue pour responsable pour tout dépassement de période venant empiéter sur la réservation suivante. De la même manière MTPM ne pourra être tenue responsable de tout empiètement d'un usager sur une autre zone de travail que celle qu'il a réservée, occupée par un autre usager.

Seule une constatation pourra être faite sur demande auprès du gestionnaire du site qui en informera les agents en charge de la gestion locative du site pour identification des contrevenants en vue de leur limiter un futur accès à la plateforme.

Ces conditions d'utilisation pourront être revues à l'usage en concertation avec les utilisateurs et l'AGEPAM.

3.2 Utilisation des bornes de distribution des énergies (eau et électricité)

Chacune des 6 bornes est installée entre deux zones de la plateforme et permet la distribution des énergies pour 1 à 2 postes de travail simultanément.

Pour l'électricité, les bornes sont équipées de :

- 2 prises 16A monophasé (2P+T), 30 mA, IP 67
- 2 prises 32 A tétra (3P+N+T), 30 mA, IP67
- arrivée sur bornier inter-sectionneur 4 P Répartiteur modulaire
- disjoncteur Ph+N 6A Courbe C (Protection balisage + présence U générale)
- voyant de présence tension GENERAL IP66. Balisage par applique lumineuse sur porte
- disjoncteur différentiel PH+N10 A Δ 30mA Courbe C (Protection PC + automate)

Pour l'eau, elles sont équipées de 2 vannes d'arrêt munies d'un clapet anti-retour et d'un filtre inox intégré assurant l'alimentation de 2 robinets $\frac{1}{4}$ de tour (20/27) équipés de raccords rapides en laiton.

Toutes les sorties sont contrôlées par l'automate interne à la borne.

Lorsque les droits sont activés, les organes de sortie sont validés (contacteurs et électrovannes). A l'expiration, les organes sont fermés.

L'automate assure la gestion des électrovannes des voies de distribution dans la borne. Ces voies sont sélectionnées par des boutons au droit de chacune des sorties afin d'en valider le fonctionnement préalablement badgé.

Les bornes de distribution délivrent des énergies sur le mode réel (avec consommation effective). Elles intègrent des compteurs qui délivrent les impulsions qui seront décomptées par l'automate.

Afin d'obtenir l'accès aux ressources, l'utilisateur porteur de ses droits d'accès utilise un badge personnel remis gratuitement par le gestionnaire du Parc. L'utilisateur disposera de ce badge de manière permanente. La perte ou la détérioration de ce badge est facturée à l'utilisateur conformément à l'article 4 du présent règlement.

Le gestionnaire du site vérifie le bon fonctionnement des bornes et leur état général avant et après chaque période d'utilisation. Tout dommage survenu pendant la période d'utilisation de la borne sera de la responsabilité de l'utilisateur ayant réservé la zone de travail et la plage horaire concernées. Il prendra donc à sa charge les frais de réparation et/ou de remise en état.

Les droits sont fournis à chaque usager au travers du système de gestion par l'intermédiaire du logiciel d'exploitation. Les données relatives à la consommation des énergies sont enregistrées et exportées et ne sauraient dès lors faire l'objet d'aucune contestation. Elles constituent les éléments de facturation. Les tarifs des énergies sont indiqués à l'article 4 du présent règlement.

Il est strictement interdit d'amener les énergies sur les zones de travail autrement qu'au moyen des bornes de distribution. Toute rallonge électrique et/ou tuyau d'eau raccordé à un atelier à proximité de la plateforme sera immédiatement enlevé.

3.3 Prévention de la pollution

Tout rejet de déchets ou d'effluents sur la zone de travail est strictement interdit.

Avant et après chaque mise à disposition, le gestionnaire du site vérifie la propreté de la zone de travail avec l'utilisateur, étant attendu que chaque usager fait son affaire personnelle de l'enlèvement et du traitement de tous les résidus et déchets liés à son activité. Ainsi, l'utilisateur veille au balayage et à la récupération des salissures restantes sur la zone à chaque fin de journée pour éviter toute dispersion sur le site par le vent omniprésent. Toutes les traces d'huile et autres lubrifiants doivent être également traitées par l'utilisateur.

L'utilisateur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas gêner l'activité d'un autre usager de la plateforme par le rejet de particules ou résidus. Ainsi lors d'opération de sablage ou de peinture au pistolet, il sera installé, dans la mesure du possible, un système de bâches pouvant retenir une partie des aérosols et des poussières.

Le gestionnaire du site pourra interdire l'exécution de ces travaux si les mesures de protection appropriées n'ont pas été mises en place.

Enfin, lorsque le gestionnaire du site ou des agents de MTPM jugeront qu'il y a un risque de pollution accidentelle à continuer le travail sur la plateforme multi-services, le ou les usagers concernés devront immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre.

ARTICLE 4 – TARIFICATIONS

L'utilisation de la plateforme fait l'objet d'une facturation de services auprès des usagers du parc.

Sauf mention contraire, les tarifs forfaitaires s'entendent HORS TAXES. Le taux de TVA applicable est de 20 %. Les prestations se trouveront automatiquement assujetties à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de leur facturation.

- Location d'une zone de 250 m² du 01/05/2023 au 31/12/2023
Prix forfaitaire par zone pour une journée : 10,00 euros HT
Ce tarif tient compte du défaut de mise à disposition des équipements de la plateforme sur la période concernée (automates de distribution des énergies et des fluides non opérationnels).
- Location d'une zone de 250 m² à compter du 1^{er} janvier 2024
Prix forfaitaire par zone pour une journée : 15,00 euros HT
Ce tarif restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit décidé de le modifier. La modification sera actée en année « n » et applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année « n+1 ». Les usagers en seront informés par la notification d'une nouvelle version du présent règlement d'utilisation portant modification de l'article 4.

Frais annexes facturables :

- Refacturation des énergies (le montant refacturé des énergies est calculé sur la base des consommations relevées sur l'automate de distribution, par application d'un tarif majoré prenant en compte les coûts d'entretien et de maintenance liés à l'utilisation des équipements mis à disposition) :
Prix du m³ relevé au compteur : tarif fournisseur eau, majoré de 20 % (vingt pour cent)
Prix du Kwh relevé au compteur : tarif fournisseur électricité, majoré de 30 % (trente pour cent)
- Frais de base de remise en état de la zone de travail et/ou de ses équipements :
Heure de prestation hors taxes : 83 euros
- Création d'un nouveau badge d'accès à la distribution des énergies en cas de perte ou de dégradation :
Tarif forfaitaire de 40 € le badge

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

5.1 Responsabilités pour dommage de toutes natures

Sauf cas de faute de MTPM dont il apporterait la preuve, l'utilisateur supporte seul les conséquences des dommages de toute nature qui peuvent survenir, à lui-même, à ses personnels, à ses biens et à ceux qui lui sont confiés (équipements de la plateforme).

L'utilisateur demeure responsable de tous les dommages causés par son activité sur la plateforme, ses biens ou ceux qui lui sont confiés, ses personnels et par toute autre personne dont il est civilement responsable, quelles qu'en soient les victimes, y compris MTPM.

En outre, l'utilisateur garantit MTPM et ses assureurs contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers pour lesdits dommages.

5.2 Assurances

En conséquence des obligations résultant du droit commun, l'utilisateur doit souscrire les assurances garantissant toutes les responsabilités lui incombant en raison des travaux qu'il envisage de réaliser sur la plateforme et de celles qu'il peut encourir de son propre fait ou de celui de toute personne intervenant à quelque titre que ce soit pour son propre compte.

Dans le cadre de manutentions de bateaux sur les zones de travail, les usagers devront impérativement fournir leur attestation d'assurance envers le bateau manutentionné.

ARTICLE 6 – INTERDICTION ET LIMITATION D'ACCES A LA PLATEFORME

6.1 En cas d'absence de titre d'occupation en vigueur ou d'utilisation non conforme

La plateforme est strictement réservée aux usagers du Parc, i-e toute personne physique ou morale détentrice d'un titre d'occupation en vigueur sur le site.

En cas de constatation de la présence d'un tiers non autorisé sur une zone de travail ou d'une utilisation de la zone différente de celle mentionnée lors de sa réservation, MTPM se réserve le droit de demander l'évacuation des lieux ou l'expulsion sous astreinte ainsi que le **versement d'une indemnité d'occupation sans droit ni titre qui correspond au tarif de location d'une zone de 250 m² en vigueur majoré de 20 %**, pour chaque zone utilisée et pour la durée d'occupation irrégulière.

L'indemnité due pour occupation sans droit ni titre ne régularise en aucune façon la situation du tiers ou de l'utilisateur. L'indemnité est applicable dès le premier jour de la constatation de l'occupation et ce, jusqu'à la libération et la remise en l'état de la zone de travail occupée.

6.2 En cas de non-respect des dispositions du règlement d'utilisation

Tout usager qui ne respecterait pas les présentes dispositions lors de l'utilisation de la plateforme, de manière répétitive, constaté par le gestionnaire de site, s'en verra refuser l'accès pour une durée de 30 jours.

6.3 En cas de non-paiement des prestations

Tout usager qui ne serait pas à jour du paiement de toutes les prestations dues au titre d'une précédente utilisation de la plateforme, dès lors que les prestations lui auront été facturées, se verra refuser la possibilité de procéder à une nouvelle réservation d'une zone de travail jusqu'à régularisation complète de l'arriéré.

6.4 En cas de dégradations

Tout usager qui aurait causé des dégâts sur une zone de travail à l'occasion d'une précédente utilisation (terre-plein et/ou équipements de la zone), et qui n'aurait pas procédé à sa remise en état, se verra définitivement refuser un nouvel accès à la plateforme.

Les coûts de remise en état supportés par MTPM seront remboursés par l'utilisateur mis en cause sur la base du tarif forfaitaire mentionné dans la grille tarifaire de la plateforme (article 4).

ARTICLE 7 – POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), règlement européen n° 2016/679, promulgué le 27 avril 2016 et entré en application le 25 mai 2018, établit un nouveau cadre juridique sur la protection des données personnelles. Le texte reprend et renforce les droits dits « Informatique et libertés » tels qu'issus de la loi sur l'informatique et les libertés, loi n° 78-17 du 6 janvier 1978. Ce site a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) sous le numéro 1113378.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est soucieuse de protéger vos données à caractère personnel et de vous apporter toute l'information nécessaire à l'exercice de vos droits.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à respecter le règlement général sur la protection des données personnelles, venant renforcer la protection des données identifiant directement ou indirectement des personnes physiques.

Des données relatives à votre identité ainsi qu'à l'identification de vos salariés et sous-traitants seront collectées dans le cadre de la réservation de zones de travail sur la plateforme multiservice du PAM de Saint Mandrier. Ces données seront conservées 18 mois ans et seront réservées à l'usage exclusif de la Direction du développement économique

En vertu du Chapitre III du RGPD, « Droits de la personne concernée », pour toute donnée personnelle collectée sur ce site, la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous informe que vous disposez de différents droits :

- Un droit d'accès à vos données à caractère personnel,
- Un droit d'opposition,
- Un droit de rectification,
- Un droit à l'effacement (ou droit à l'oubli),
- Un droit à la limitation du traitement,
- Un droit à la portabilité des données,
- Un droit d'introduire une réclamation auprès l'autorité de contrôle (CNIL),
- Un droit de retirer à tout moment votre consentement.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à ne collecter que les données personnelles strictement utiles au traitement, se conformant ainsi à l'objectif de minimisation des données tel qu'édicte par le RGPD.

Vous seul pouvez exercer ces droits sur vos propres données et celles des enfants mineurs dont vous être responsable légal en écrivant par courrier postal au Délégué à la Protection des Données (DPO) :

Délégué à la Protection des Données

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30526 – 83041 TOULON Cedex 9

Ou par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

Les demandes seront traitées dans un délai raisonnable. Toutefois, les demandes de suppression de renseignements sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information et à toutes les obligations applicables prévues par la loi.

PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT-MANDRIER PLATEFORME MULTI-SERVICES

APPENTIS HANGAR 4 ET HANGAR 5

VOIE DE CIRCULATION PRINCIPALE DU PARC



